



Aqui.fr - Partageons l'information en Aquitaine et bien au delà

## Economie | Ford Aquitaine Industries : un comité de suivi s'est tenu à Bordeaux



Toujours déterminés. Après la condamnation de Ford prononcée par le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux le 25 août dernier pour un "manque de consultation du comité d'entreprise", l'engagement pris par l'entreprise américaine de conserver 1000 emplois sur le site girondin de Blanquefort reste toujours incertain. Réunis ce lundi matin pour une réunion du "Comité de suivi", le Préfet, les pouvoirs publics, les élus locaux, la direction de Ford Europe et

## les syndicats de l'usine ont remis le sujet sur la table des négociations.

Ce lundi 7 septembre, le préfet de la Gironde et de la région Aquitaine, Pierre Dartout, a convié les pouvoirs publics, les élus locaux, la direction de Ford Europe et les syndicats de l'usine à un nouveau comité de suivi qui s'est tenu dans les locaux de la préfecture de la Gironde, à Bordeaux, pour tenter d'y voir plus clair sur la situation. Promis depuis un an et plusieurs fois repoussé, il a permis aux syndicats de réitérer une série de revendications, parmi lesquelles « une plus grande transparence » sur la stratégie de l'entreprise. « Nous avons été surpris de l'absence totale de réactions du côté des pouvoirs publics, du côté des élus. Comme si personne ne mesurait la gravité de la situation : Ford recevant environ 45 millions d'euros d'aides publiques, après avoir supprimé autour de 2000 emplois depuis les années 2000 », s'est alarmée l'intersyndicale FO, CFTC, CFE/CGC et CGT (majoritaire) lors de cette nouvelle réunion du Comité de suivi.

## Des attentes sociales

Ce matin, devant la préfecture de Bordeaux, une banderole était déployée, et les membres de la CGT-Ford attendaient la réunion de pied ferme. « Luttons tous ensemble pour les emplois, les salaires, les retraites » était inscrit noir sur blanc avec un logo Ford géant et des t-shirts à l'effigie du de la CGT, principal syndicat de l'entreprise de Blanquefort, portés par l'ensemble des syndicalistes. Philippe Poutou était l'un d'eux. « On aimerait bien que cette réunion soit utile pour la suite des événements. Notre mission, c'est de mettre la pression pour que ces choses soient discutées publiquement. On veut que Ford Europe rende des comptes précis sur ses intentions. L'avenir du site reste très précaire. Mais nous ne sommes pas naïfs », a-t-il confirmé. « C'est un moyen de remettre le sujet sur la table. Il nous semble que le compte n'y est pas aujourd'hui. Il faut une annonce rapide sur un investissement futur », espérait quant à lui Gilles Lambersend.

## Un contentieux qui dure

Le 25 août dernier, la CGT et le Comité d'Entreprise de Ford Aquitaine Industries (usine de boîtes de vitesse à Blanquefort) avaient été déboutés par le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux. Si le juge des référés avait condamné FAI sur son manque de consultation du comité d'entreprise en juin, elle avait en revanche jugé licite les deux autres chefs d'accusation à son encontre (engagement des mille emplois et prêt de main-d'œuvre à Getrag Ford Transmission, l'usine située juste à côté du site de FAI). Juste avant l'été, l'avocate du CE et de la CGT, Monique Guédon, avait parlé de « viol unilatéral et contractuel des engagements du maintien des 1000 emplois à temps complet et en CDI ».

L'affaire dure puisqu'un « effectif garanti » par Ford était déjà à l'ordre du jour d'un compte-rendu du comité d'entreprise rédigé en 2011. Un accord avait été signé le 24 mai 2013 par les pouvoirs publics et Ford Europe. Il confirmait l'engagement des 1000 emplois et celui des pouvoirs publics sur un apport d'aides financières en échange de la tenue de cette promesse sociale. Mais le 4 juillet 2014, Ford annonce que l'objectif du nombre d'actifs minimum est abandonné. L'accord-cadre signé par le comité

de pilotage du 24 mai 2013 prévoyait en effet la tenue d'un comité des suivis « à intervalles réguliers ».

## Un avenir incertain ?

Résultat, la réunion a duré un peu plus d'une heure... et aucun engagement nouveau n'a été pris selon Gilles Lambersend : « Il y a eu beaucoup de baratin. La prochaine transmission fera l'objet d'une compétition en interne. Les subventions ont été données à Ford qui parle maintenant de compter les préretraités dans les 1000 emplois promis sur le site...". La date de la tenue du prochain comité de suivi n'est pas encore fixée, mais le 1er septembre dernier, la CGT avait fait part de son intention d'attaquer à nouveau FAI au sujet du maintien des mille emplois dans l'usine. En avril dernier, Ford annonçait des investissements massifs à l'étranger : 2,5 millions d'euros au Mexique et plus d'un million en Chine.



Romain Béteille

*Crédit Photo : RB*

*Publié sur [aqui.fr](http://www.aqui.fr) le 07/09/2015*